

Ci-dessous Gérard B. nous a fait part de ces commentaires sur notre tract « [Projet de loi-travail et convergence des luttes: un malentendu?](#) ». Cela apparaît directement dans le texte sous la forme d'italique en retrait. Ces remarques sont suivies d'échanges avec J.Wajnsztein mis à jour le 02/07/2016.

Projet de loi-travail et convergence des luttes: un malentendu?

Le projet de loi El Khomri comme le projet de réforme du code de travail de Badinter ne peuvent se comprendre que dans la perspective plus large d'une dynamique du capital qui ne repose plus principalement sur la force de travail vivante, car celle-ci devient inessentielle dans le procès de valorisation. Ce n'est pas synonyme de fin du travail mais de crise du travail et la question de l'emploi et du chômage remplace aujourd'hui la critique du travail que portaient les mouvements prolétaires des années 1967-1975.

Réponse G.B. : *Il est certain que la force de travail vivante a perdu toute centralité, ce n'est guère nouveau puisque Marx en parlait déjà dans les Grundrisse*

Voir à ce sujet le chapitre 3, ed 10/18 page 328 : « Dès lors, le procès de production cesse d'être un procès de travail, au sens où le travail en constituerait l'unité dominante. Aux nombreux points du système mécanique, le travail, n'apparaît plus que comme être conscient, sous forme de quelques travailleurs vivants. Éparpillés, soumis au processus d'ensemble de la machinerie, ils ne forment plus qu'un élément du système, dont l'unité ne réside pas dans les travailleurs vivants, mais dans la machine vivante (active) qui, par rapport à l'activité isolée et insignifiante du travail vivant, apparaît comme un organisme gigantesque. A ce stade, le travail objectivé apparaît réellement, dans le procès de travail comme la puissance dominante vis-à-vis du travail vivant, alors que, jusque-là, le capital n'était que la puissance formelle et s'appropriait ainsi le travail » .

Nous avons là le passage de la domination formelle du capital à sa domination réelle, d'un point de vue purement théorique, seulement dans la réalité cette domination réelle du capital ne s'est pas faite du jour au lendemain mais selon un long processus planétaire, d'abord les pays industrialisés accompagnés de deux guerres mondiales, et plus récemment l'industrialisation monumentale de la Chine avec les IDI ou IDE où la force de travail a encore une centralité économique, de même pour les zones économiques spéciales...ou l'exploitation se fait par l'extorsion de la plus-value absolue. Depuis l'informatisation de la société, couplée avec les TIC, le monde entier est dans une nouvelle phase de son évolution, et la je suis d'accord avec Temps Critiques sur le fait

Commentaires à notre tract sur le projet de loi-travail et la convergence des luttes
que El Khomri et la réforme du code du travail ont une signification plus profonde, de même que l'expérience finlandaise d'un revenu pour tous. Ce n'est pas un hasard si mes articles insistaient sur la montée des surnuméraires... Tout cela n'est pas un retour à Germinal, mais la marche en avant du capital. Ce n'est pas non plus un hasard si la numérisation est mise en avant, avec le Marketing visant à faire bosser gratos le consommateur, tendance que j'avais perçue dès l'an 2000 mais qui devient maintenant opérationnelle au niveau planétaire, la sphère privée, celle où on laisse le travail à la porte de l'entreprise est en passe d'être anéantie (à ce niveau Gérard Filoche a bien cerné, en droit, le problème, avec le cas des cadres autonomes).

Ces projets de réforme ne sont pas des tentatives de revenir aux conditions du XIXe siècle comme on l'entend parfois dans les manifestations, mais correspondent à une volonté d'adapter les lois sur le travail aux transformations des rapports de production, en tenant compte des rapports de force actuels entre capital et travail. Les deux projets sont censés se compléter, le projet El Khomri vise le court terme et remplit des objectifs limités : tout d'abord et en priorité montrer que le gouvernement est capable de faire des réformes, alors qu'il est accusé d'immobilisme ; ensuite, essayer de parer au plus pressé en donnant des gages au patronat sur la flexibilité tout en espérant une embellie sur le front de l'emploi qu'il sait pourtant ne dépendre, dans les conditions actuelles, que d'une reprise conséquente d'une croissance pourtant introuvable. D'où un projet qui forcément mécontente tout le monde puisque son objectif de flexisécurité suppose justement cette croissance pour rester « équilibré ». Quant au projet Badinter il est plus stratégique et prospectif, car il enregistre bien la crise du travail. Puisque le travail n'est plus au centre de la société, mais que le salariat continue à régir globalement la force de travail en activité ou potentielle, le Code du travail doit évoluer vers un code de la personne au travail, ce dernier étant conçu non plus comme travail productif ou même déterminé, mais comme un travail-fonction « au service » de la société tout au long de la vie... Le programme de la CFDT en quelque sorte !

Réponse G.B. : *Oui, c'est bien de cela qu'il s'agit, ils veulent adapter le code aux dégâts que va provoquer la numérisation et dont ils sont pour le moment bien incapables d'en imaginer les conséquences. Les secteurs qui vont faire les frais de l'opération c'est en premier le tertiaire, l'Education nationale et finalement l'ensemble de la société.*

Face à ces grandes manœuvres, nous assistons (et participons) à un mouvement opposé à ce projet de loi-travail, qui a pourtant déserté les lieux de travail pour porter la contestation à un niveau plus général. Mais ce niveau n'est-il justement pas trop général vu un rapport de forces a priori peu favorable ? Les lycéens et étudiants n'ont-ils rien à dire sur l'école et l'éducation, les rapports maître/élève, l'organisation des savoirs ; les hospitaliers sur leur

Commentaires à notre tract sur le projet de loi-travail et la convergence des luttes hiérarchie et la politique de la santé ; les salariés du secteur énergétique et nucléaire sur les stratégies de puissance de leur patron c'est-à-dire de l'État ? Ne faudrait-il pas y activer des luttes qui relayeraient ce niveau général ? Pour l'instant, cette absence de luttes intermédiaires se ressent au niveau des forces de contestation du projet de loi et des formes de lutte qu'elles développent.

En effet, contrairement aux mouvements anti-CIP et anti-CPE, ce ne sont pas ceux qui sont les plus directement concernés, c'est-à-dire les travailleurs, qui sont à l'origine du mouvement, mais une partie de la jeunesse scolarisée alors que le projet de loi ne s'adresse pas spécifiquement à la jeunesse.

La conséquence en est que le mouvement des scolarisés est minoritaire au sein même de la jeunesse. Il ne peut donc s'appuyer sur les bases arrières que constitueraient lycées et universités et encore moins des « quartiers » aux abonnés absents. Il est obligé de tenir la rue, d'où une convergence immédiate avec l'initiative « Nuit debout » qui se situe pourtant dans une toute autre perspective, celle de tenir les places dans une sorte de happening de la parole libérée. Une convergence s'est progressivement aussi établie avec la CGT dans la mesure où celle-ci, par rapport à une CFDT qui négocie et participe de la réforme, prend de plus en plus la place d'une force d'opposition dépassant le clivage parti/syndicat ou plutôt inversant la formule léniniste de la courroie de transmission. Elle prend de fait la place des partis et groupuscules de l'extrême gauche relégués en fond de manifestations avec pour tout viatique leurs drapeaux, leurs badges identitaires et une activité très discrète dans les AG.

Cette convergence est néanmoins très fragile, car ce qui s'exprime dans ces trois courants n'est pas de même niveau. Lycéens, étudiants et jeunes prolétaires maintenant en tête des manifestations, expriment une révolte générale à fleur de peau et un refus spontané du capital. Ils sont dans la négation de l'ordre établi, dans une perspective de confrontation avec l'État et sa police.

Réponse G.B. : *C'est le propre de ceux, qui ne connaissent pas l'exploitation. Leur « patron » c'est l'Etat directement.*

Les participants à Nuit debout sont, eux, dans l'affirmation d'une démocratie ici et maintenant qui pourrait faire sécession d'avec le pouvoir institué. Ils affirment la possibilité d'une Constituante issue des assemblées des places. Le modèle n'est pas celui des « indignés », ni des « occupy » anti-finance, mais implicitement celui de 1793.

Enfin, la direction de la CGT se pose d'emblée dans la défense des acquis et l'auto-limitation

Commentaires à notre tract sur le projet de loi-travail et la convergence des luttes

en ne demandant que le retrait du projet de loi. Son acmé serait une grève générale... sans perspective plus ambitieuse que le retrait du projet de loi ? On comprend mieux alors que certains hésitent à entrer dans la lutte et que d'autres, au contraire, comme ses fédérations les plus dures, cherchent à déborder les objectifs initiaux et à affirmer une identité ouvrière menacée. C'est qu'elles peuvent encore s'appuyer sur les restes de fierté ouvrière donnée par une professionnalité et un statut, alors que partout on n'entend plus parler (un peu trop vite d'ailleurs) que de précarité et de « boulots de merde ».

Mais y a-t-il vraiment possibilité de convergence entre la grève dans ces secteurs, où il suffit d'être déterminés et même peu nombreux pour bloquer production et circulation, et le reste du mouvement qui joue sur sa masse pour peser sur le rapport de force ? La convergence n'est pas non plus évidente au niveau des revendications car si les salariés de ces secteurs participent bien aux manifestations et réclament publiquement eux aussi le retrait du projet, il n'en demeure pas moins qu'en coulisse des négociations sont en cours dans ces secteurs. Les blocages sont un moyen de pression afin d'appuyer des revendications particulières avant tout et ils ne profitent au reste du mouvement que par ricochet.

La CGT affirme certes une identité ouvrière maintenant bien problématique, mais elle le fait surtout dans le cadre de l'économie nationale et des secteurs encore protégés de la concurrence internationale. C'est là qu'elle a concentré ses forces après la destruction des forteresses ouvrières au cours des restructurations des années 1980-1990. Or, Nuit debout se situe d'abord au niveau supérieur de la globalisation du capital car malgré les idéologues qui sont à son origine, et qu'on peut classer parmi les souverainistes de gauche, beaucoup de participants à Nuit debout sont spontanément eux, néo-internationalistes (ils sont branchés sur le « village global ») et néo-altermondialistes car ils raisonnent économie-monde, même quand ils entonnent des slogans anticapitalistes. Mais ils interviennent aussi au niveau inférieur de la globalisation, non pas eux-mêmes objectivement, mais idéologiquement, quand ils parlent au nom des « dominés », des « exploités », des migrants, des paysans sans terre des zones pillées par les firmes multinationales et les États dominants, qu'ils taxent d'impérialisme ou de néo-colonialisme.

Pour ces raisons, nous ne voyons pas, pour l'instant, se dessiner une convergence solide et durable entre ces trois fractions du mouvement même si l'incurie du gouvernement et le sentiment d'exaspération ressenti par de nombreux individus moins impliqués dans le mouvement, mais néanmoins actifs, laissent quelques espoirs de surmonter ces conditions premières.

Temps critiques, 30 mai 2016.

Bonjour,

Je relativise beaucoup la « théorie » sur la domination réelle et formelle, en particulier son application mécanique. Nous savons tous que le capitalisme utilise toutes les forces de travail (la nature, les animaux, l'homme ...) pour son profit. L'exploitation de l' être humain, n'est pas systématiquement dans tous les pays basée sur la plus value relative. Ce qu'il faut dire c'est que ce type d' exploitation, est celui de la société industrielle et qu'il est dominant. La Chine dont le coût de la manœuvre, lui permettait de se passer des robots et même de retirer ceux ci des lignes de production pour produire moins cher est aujourd'hui engagée dans la concurrence productiviste (hausse des taux de productivité).

Sa bataille, est maintenant de compenser sa chute du taux de profit par sa masse.

Bien a toi G.B.

Gérard,

Merci pour tes commentaires.

Juste deux remarques rapides (dont la deuxième qui déborde un peu) :

- le fait que Marx ait bien anticipé, dans les Grundrisse surtout, le devenir du capital ne doit pas nous faire oublier que ce texte a été connu tardivement (1968 pour la France), qu'il n'a pas constitué particulièrement un best seller de l'après-68 où les Manuscrits de 1844, le chapitre 1 du Capital sur le fétichisme de la marchandise et enfin le 6ème chapitre inédit du capital sur domination formelle/domination réelle furent considérés finalement comme des textes plus marquants. Et puis même si on admet que ces considérations de Marx sont maintenant très connues et particulièrement celle dite du « Fragment sur les machines », ce sont quand même, à mon avis, les plus dérangeantes par rapport à l'orthodoxie marxiste de par les conclusions politiques et stratégiques qu'elles imposent, ce qui permet d'ailleurs de comprendre leur exhumation tardive et leur peu d'impact politique produit (hormis sur les néo-opéraïstes autour de Negri qui en ont tiré des conclusions elles-mêmes très critiquables) .

- ta phrase sur la violence et l'Etat résume bien la situation même si on peut la formuler un peu différemment. Effectivement, pour ceux qui ne subissent que partiellement ou

Commentaires à notre tract sur le projet de loi-travail et la convergence des luttes pas encore l'exploitation du travail ... et pour la petite frange qui ne veut pas la subir, l'insubordination sociale passe par la confrontation directe avec l'Etat. Celui-ci apparaît comme le « patron » global qui chapeaute des institutions plus particulières (banques, agences d'intérim, établissements publics, locaux de partis politiques au pouvoir) dont on fait des cibles particulières. Sur ce dernier point des partis politiques un glissement s'est d'ailleurs opéré puisqu'on est passé du « la jeunesse enmerde le FN » ou « F comme fasciste, N comme nazi » au « P comme pourri, S comme salaud » tout cela chanté sur le même air !

La police devient alors l'ennemi par destination dans la mesure où elle symbolise concrètement l'Etat et l'absence de véritable convergence dont nous parlons dans notre tract ne peut que renforcer cette dimension qui fait prendre les gardiens de l'ordre pour l'ordre social lui-même. C'était différent, je pense, dans les années 1960/70 dans la mesure où, aussi bien en France qu'en Italie, l'affrontement direct à l'Etat s'est trouvé encadré dans la lutte des classes et la lutte contre les flics n'était pas essentielle même si parfois des raccourcis étaient opérés (« CRS-SS ») pour leur dimension émotionnelle. Même la stratégie des BR de « porter l'attaque au coeur de l'Etat » n'était pas, au départ du moins et malgré une survalorisation politique de la violence armée et un avant-gardisme désuet, une déconnexion de la lutte d'ensemble et particulièrement des luttes ouvrières (ce n'est qu'à partir des enlèvements et assassinats que ...).

Bien à toi,
JW

Jacques,

Sur la CGT n' étant plus depuis 2004 dans le monde du travail et en contact direct avec les syndicats et patrons, je me garderai bien de faire une analyse tranchée de l' attitude de la CGT.

Cependant je pense que la CGT veut dorénavant se démarquer de la CFDT et de l'opération organisée entre la CFDT assurance et la CGT pour un syndicalisme rassemblé. Je pense qu'il va y avoir un rapprochement avec FO , Blondel comme les lambertistes ont toujours voulu la réunification de la grande CGT. Le problème de la CGT est sa présence au sein de la CES , il y a des forces qui tirent pour les ré-adhésions à la FSM, à mon avis sans avenir. Pour la petite histoire la CGT ne signe pas directement les accords trop voyants, mais se précipite pour signer ensuite les avenants, ce qui revient à signer le tout.

Un camarade de Renault qui connaît bien la CGT, va me faire un petit texte sur Martinez qu'il semble bien connaître.

Mais compte tenu que nous avons en commun de considérer la poussée irrémédiable des surnuméraires (il faudra voir si nous disons dans l' OCDE pays comme disait Claude Bitot hyper industrialisés). Certains pays dits émergents, sont actuellement en situation critique du fait du prix du pétrole en chute, d'où précaires et surnuméraires à la clef. Le syndicalisme dans son ensemble va décliner.

L'histoire d'un retour en arrière, que même LO diffuse et d' autres il faut la combattre elle est réactionnaire. Il y a effectivement un marché du travail, mais ce marché est en train de se diluer dans la société civile (Informatisation /numérisation) le travailleur consommateur , thème sur lequel j' accumule les informations.

La où nous avons une divergence, c' est quand tu dis :

« Des mesures qui montrent d'ailleurs que le capital ce n'est pas le marché, c'est la reproduction d'un rapport social de subordination. »

Il me semble que comme bien d' autres tu opposes exploitation à subordination

« Actuellement quelques théoriciens marxistes reviennent avec force sur le sujet, d'autant que le chômage ne cesse de croître dans nombre de pays industrialisés. Ils prétendent avec certaines nuances que « le dernier métro » est passé pour le prolétariat et qu'il ne reste plus qu'une « non-classe » pour André Gorz, un « magma » pour Claude Bitot, la « multitude » pour Negri et Hardt, un « au-delà de la lutte de classe » pour Robert Kurz (1). Avant eux, Socialisme

ou Barbarie (marxiste à ses débuts) avait progressivement glissé vers une nouvelle recomposition des classes qui devait se résumer par la notion de dirigeants-exécutants, reprise sous une forme quelque peu modifiée par Temps critiques (2) avec la notion de dominants-dominés. Quant à Jacques Camatte il parlera de « domestication ». extrait d'un de mes articles

Bien à toi G.B.

(1) André Gorz, Adieux au prolétariat (Galilée, 1980, éd. augmentée Le Seuil, 1983, rééd. coll. « Points »), chapitre « Mort et résurrection du sujet historique : la non-classe des prolétaires post-industriels » ; Claude Bitot, Repenser la révolution ?, Spartacus, 2013 ; Antonio Negri et Michael Hardt, Multitudes, La Découverte ; Robert Kurz, [http://www.palim-psao .fr/article-par-dela-la-lutte-des-classes-par-robert-kurz-53968447.html](http://www.palim-psao.fr/article-par-dela-la-lutte-des-classes-par-robert-kurz-53968447.html)

(2) Les rédacteurs de la revue Temps critiques abattent les cartes « des notions marxistes de reproductions, simple et élargie, qui ne peuvent se comprendre et s'utiliser qu'en référence à une théorie de la valeur à laquelle nous n'adhérons plus ». Cf. l'article de Jacques Jacques Wajnsztein « Et le navire va » dans le n° 6/7 = idéologie dominante et dominés = plus d'exploitation = force de travail devenue inessentielle.

Gérard,

Deux remarques.

- la première c'est que le phénomène des surnuméraires touche bien les pays émergents et non seulement les pays hyper-industrialisés comme je l'ai déjà indiqué pour la Chine et l'Inde. Mais je ne crois pas que ce soit une crise conjoncturelle (due au prix des matières premières ou autres) qui soit à l'origine de cela mais premièrement la substitution capital/travail qui s'y met en place comme je l'ai dit dans ma lettre précédente et aussi le fait que ces pays n'ont pas encore véritablement effectué leur révolution agraire et que les surnuméraires et les jacqueries qui en découleront sont encore à venir avec aggravation de cette situation de mise hors-jeu de nouvelles forces de travail potentielles. Nous sommes en effet dans une situation qui n'a rien à voir avec celle précédant la révolution industrielle de ce point de vue là. Le capital ne recherche pas de la force de travail qu'il ne posséderait parce qu'il aurait du mal à la faire venir. Il a déjà à sa disposition des banlieues tentaculaires dans des villes de taille monstrueuse dans lesquelles s'entassent des dizaines de millions de personnes qui ne sont prolétaires qu'au sens où elles se retrouvent sans réserves, mais ne sont nullement au sens prolétarien du terme.

Le capital est au contraire débordé de partout par des flux de force de travail surnuméraires qui ne formeront plus jamais d'armée industrielle de réserve, même si localement et partiellement cette situation peut aboutir à une pression sur les salaires par cette présence de surnuméraires. Que nous ne soyons pas dans le même contexte historique, les migrations actuelles en font foi et particulièrement fausses s'avèrent les théorisations gauchistes qui faisaient de la « méchante » Merkel une partisane des afflux de migrants pour récupérer de la force de travail ! Même s'il y a un accroissement de flux intra-européens (est-ouest) qui restent dans la logique d'une immigration économique, les flux extra-européens sont des effets de la mise en marge de zones entières du globe pour des raisons de capitalisation différentielle géographiquement et des raisons politiques ou politico-économiques (guerres). Bien évidemment, la prise en compte de cela (la Realpolitik) ne pouvait conduire qu'à un

Commentaires à notre tract sur le projet de loi-travail et la convergence des luttes
retournement de l’Ethikpolitik de Merkel et un alignement souverainiste sur le contrôle des frontières.

Il me semble d’ailleurs, qu’à rebours de la vulgate habituelle des communistes de gauche sur ce point la révolution n’est pas à attendre de la composition ou recomposition d’une nouvelle classe ouvrière d’Asie qui viendrait prendre la relève de l’occidentale défailante, mais bien plutôt de ces campagnes et banlieues bidonvillisées qui mêlent justement caractères paysans et prolétariens propices à la révolte. A mon avis ça ne repassera donc pas par le modèle d’une recomposition de classe qui a par exemple été celle des années 1965/1975 en Italie avec immigrés récents du sud à solide tradition de luttes paysannes et ouvriers qualifiés professionnels du nord à tradition syndicale. Les équilibres sont trop instables et le rapport espace/temps s’accélère. Pour ne prendre qu’un exemple, la course de vitesse en Chine entre la tendance à la compression de l’espace par capitalisation d’un côté et les dévastations écologiques de l’autre est lancée. Nous n’en connaissons pas les conséquences et les conditions qu’elle offre de notre point de vue. La seule chose qui est sûre c’est qu’il n’y aura pas de stabilisation suffisante pour reposer la question en termes de « sujet révolutionnaire » en formation puis en développement et enfin à pleine maturité (réunion des conditions objectives et subjectives).

- la seconde est que le fait pour nous de placer la question de la subordination au premier plan ne découle pas principalement de notre lecture de SoB et de son opposition principale entre dirigeants/dirigés. Il y avait derrière cette position de SoB l’idée sous-jacente de la gestion ouvrière et de la réappropriation des forces productives qui nous est complètement étrangère. A ce sujet, pour les plus anciens d’entre nous, nous sommes plus proches des critiques que Bordiga adressaient à SoB sur ce point. C’est plutôt la « révolution du capital » et la crise du travail, l’évanescence de la valeur, etc qui nous ont fait placer la question de la domination au centre et au sein d’un salariat qui s’est maintenu comme mode principal de reproduction des rapports sociaux en dehors finalement ou à côté de sa fonction d’ordre productif au sens strict. C’est pour cela que nous disons souvent que la crise a été portée au niveau de la reproduction du capital. Il en découle que le fait de continuer à employer ou non le terme d’exploitation ne nous paraît pas très important aujourd’hui. La seule chose qui est sûre c’est que même quand il nous arrive d’employer le terme d’exploitation ce n’est pas au sens de Marx d’un calcul de taux d’exploitation puisque nous ne reconnaissons plus son analyse de la valeur comme nôtre. Par contre nous pouvons l’employer dans le sens courant où il s’entend dans les rapports de travail et de production quand tout un chacun exprime son ras le bol sur son rapport au patron ou à l’Etat.

Si nous parlons aussi en termes de subordination et d'insubordination, c'est parce que en dehors de toute théorie de la lutte de classes aujourd'hui, nous participons là où nous sommes et particulièrement sur nos lieux de travail, à des luttes concrètes contre la domination, un travail aux ordres, un harcèlement au travail généralisé mais sans finalité claire parce qu'il apparaît souvent comme contre productif. Mais nous ne le faisons pas pour revenir à la période antérieure des Trente glorieuses, du respect de l'outil de travail, du « bon » code du travail qui est aujourd'hui en passe d'être magnifiée par la CGT et FO dans le cadre de la lutte contre la loi El Khomri. Non, cela participe d'une lutte et d'une résistance élémentaire de tous les jours qui doit pouvoir, dans des moments plus intenses comme celui que nous vivons actuellement, trouver des points d'appui critiques (qu'est-ce que le capital aujourd'hui ? Qu'est-ce que l'Etat ? Qu'en est-il de leur rapport ?) afin de ne pas s'épuiser vainement. Toujours en exemple actuel, le « regard » actuel porté par les manifestants « radicaux » sur les banques et la police est assez symptomatique du « désert actuel de la critique » pour reprendre le titre d'un ouvrage récent de Renaud Garcia aux éditions de l'Echappée.

Bien à toi,
JW

Salut Jacques,

De ma propre expérience dans les banques et les assurances, nous avons bien avant la loi sur les 35H des baisses de temps de travail en dessous. Voilà pourquoi les patrons de l'assurance déclare actuellement vouloir en revenir aux 35H . Cependant il n' est jamais fait mention dans les statistiques des heures travaillées gratuitement par les salariés, le cas des cadres autonomes, mais bien d'autres pour avoir une promotion ou un accommodement pour prendre RTT et vacances. Il y a déjà quelques années j' avais une divergence avec X secrétaire du SDEM syndicat autonome de LO qui avait fait venir l'inspection du travail pour une opération d' écrêtage des heures au dessus de 35h, ce que je refusais de faire considérant ceux qui dépassaient leur heures comme des arrivistes.

Pour yves, dans un premier temps il parvient a ce que les AGF, payent en heure supp les dépassements. Cependant en fin d' année la direction allait lui faire porter le chapeau de la non augmentation générale de ce fait.

sur les seniors, ci dessous un extrait de ce que je vais publier dans infobref

pour lancer le débat sur le numérique. A ce niveau il serait intéressant que quelqu'un et je

m' adresse a toi fasse un texte sur la numérisation de l' Etat

« Le personnel du BABY BOUM vieillissant est rendu responsable de la déformation de la pyramide des âges, gonflement par glissement des agents de maîtrises, gradés et cadres et des salaires du fait de l'ancienneté. Le phénomène montant du PAPY BOUM, devient de plus en plus une préoccupation majeure des caisses de retraites et de l'État. Il faut donc pour l'avenir paupériser au maximum cette population, pour payer le moins possible de retraite, plusieurs méthodes sont donc mises sur pied:

-Premièrement le licenciement sec avec à la clef une longue période de chômage.

-Deuxièmement les départs volontaires dont l'objectif est la permutation d'emploi de bon niveau à moitié prix ceci avec l'aide de chasseur de tête bidon.

-Troisièmement par la déclassification salariale (salaire au mérite, méthode Hay).

-Quatrièmement par l'éclatement statutaire de certaines sociétés ayant pour but le désengagement pécuniaire d'un système de retraite complémentaire trop juteux exemple les assurances ou le système de retraite est le meilleur de France derrière la profession de « Livre ».

Il suffit donc de rattacher le plus possible d'employés d'assurances à une autre profession, exemple: la SAMDA aux « agricoles », la COFACE à la Banque, et de créer des GIE pour parvenir à ce résultat.

A la Sécurité sociale, dans les banques, les assurances... le portrait robot du « licencié volontaire » est déjà tracé. Il s'agit en général de la femme ayant 3 enfants, des femmes à temps partiel. Les premières « charrettes » du bicentenaire de la révolution bourgeoise seront mieux achalandées dès que les Conventions Collectives seront dénoncées (Elles le sont déjà au Crédit Agricole, aux Mutuelles du Mans, bientôt, dans les assurances et la banque.) «

Je ne sais plus ce qui se passe à la base, je viens d'avoir 72 ans et seul X qui vient d'habiter par hasard a coté de chez moi peut m'indiquer ce qui se passe à l'Allianz Défense (7000 personnes). Mais il vient lui aussi de prendre sa retraite.

Ceci n'enlève rien au fait, qu'il y a une tendance affirmée à la précarisation des contrats de travail et au développement des surnuméraires.

Bien a toi

G.B